



ACTUALITES EN BREF DU MERCREDI

- Objectifs du Millénaire : Ban appelle le monde à tenir ses promesses
- Ban nomme un groupe de "super-héros" contre la pauvreté
- ONUDC : nouvelles drogues, nouveaux marchés dans le monde
- John Holmes tire la sonnette d'alarme concernant la famine au Niger
- Devenir citoyen ambassadeur de l'ONU en postant une vidéo sur YouTube
- Réunification de Chypre : nouvelles discussions sous l'égide de l'ONU à Nicosie
- Journée de la fonction publique : Ban rend hommage aux fonctionnaires
- Plus de téléphones portables dans les pays en développement que dans les pays développés
- La mortalité maternelle et infantile ne diminue pas assez
- La délégation du Conseil de sécurité poursuit sa visite en Afghanistan
- Violences au Kirghizistan : malgré le calme relatif, l'ONU reste inquiète
- Produits alimentaires : il faut réguler pour lutter contre la spéculation

Objectifs du Millénaire : Ban appelle le monde à tenir ses promesses



23 juin - Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sont réalisables « lorsque les politiques publiques des pays sont soutenues par les partenaires internationaux », a affirmé mercredi le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui appelle à un sursaut mondial afin de tenir les promesses faites en 2000.

« L'amélioration de la vie des pauvres est intolérablement lente, même s'il y a eu quelques victoires, le changement climatique, la crise alimentaire et économique ont sapé les progrès », déplore le Secrétaire général en préambule d'un rapport publié mercredi sur les moyens d'atteindre les OMD d'ici à 2015.

« Des milliards de personnes observent la communauté internationale dans la réalisation de cette vision formidable portée par les Objectifs du millénaire pour le développement », a-t-il ajouté.

En septembre 2000, les dirigeants de la planète réunis à New York ont adopté la Déclaration du Millénaire dans laquelle ils ont prévu la réalisation de huit grands Objectifs du millénaire pour le développement d'ici à 2015. Il s'agit notamment de réduire de moitié l'extrême pauvreté, d'assurer une éducation primaire pour tous, de promouvoir l'égalité des sexes, de réduire la mortalité infantile, de combattre des maladies telles que le VIH/sida et le paludisme, d'assurer un environnement durable et de créer un partenariat mondial.

Les disparités n'ont cessé de s'accroître, note le rapport. La moitié de la population mondiale n'a pas accès aux structures d'assainissement adéquates comme les latrines. Les jeunes filles les plus pauvres ont 3,5 fois moins de chances que les plus riches d'être scolarisées et 4 fois moins de chances que les garçons d'aller à l'école.



Toutefois, la proportion des personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a chuté de 46% entre 1990 et aujourd'hui grâce notamment au progrès accomplis par la Chine et l'Asie du Sud-est.

En revanche, l'insécurité alimentaire s'est accentuée à cause de la crise économique. L'augmentation soudaine des prix des denrées alimentaires de base en 2008 puis la crise économique en 2009 a frappé les ménages les plus vulnérables qui ont désormais du mal à se nourrir.

L'Aide publique au développement (APD) a augmenté en 2008 et en 2009 pour atteindre 120 milliards de dollars par an. Mais d'une année à l'autre, l'aide a baissé de 2%, note le rapport. L'inquiétude est patente sur le montant qui sera alloué à l'APD pour l'année 2010, notamment pour tenir la promesse faites en 2005 par la communauté internationale de doubler l'aide destinée au continent africain.

En dix ans, le monde a perdu 13 millions d'hectares de forêt soit trois millions de moins que la décennie précédente, indique le rapport. Ces 20 dernières années, l'activité humaine a provoqué une augmentation de 50% des émissions de CO2 entre 1991 et 2007.

Pour combattre le réchauffement climatique l'ONU organise la prochaine série de négociations internationales sur le climat à Cancun, au Mexique en novembre prochain.

Un Sommet sur les OMD est prévu en septembre 2010 à New York pour faire le point sur leur avancement. Ban Ki-moon a par ailleurs salué l'intention du G20 d'inclure le développement à l'agenda d'une seconde rencontre prévue en novembre 2010 à Séoul, en République de Corée.

« Pour résumer, ce rapport démontre que l'incertitude liée à l'économie ne peut pas être une excuse pour ralentir nos efforts en faveur du développement », a prévenu le Secrétaire général alors que s'ouvre le Sommet du G20 le 26 juin prochain à Toronto, au Canada.

« En investissant dans les OMD, on investit dans le développement économique », a-t-il affirmé lors du lancement du rapport au siège de l'ONU à New York. « En se concentrant sur les besoins des plus vulnérables, nous posons les bases pour un avenir durable et prospère ».

Ban nomme un groupe de "super-héros" contre la pauvreté



Un vieil homme afghan victime de la pauvreté.

23 juin - A l'occasion de la publication mercredi du Rapport 2010 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé l'établissement d'un Groupe de personnalités de renommée internationale chargées de plaider en faveur des OMD.

Présidé par le Président du Rwanda, Paul Kagamé, et par le Premier ministre d'Espagne, José Luis Rodriguez Zapatero, les membres du groupe, appelés par Ban Ki-moon, « les super héros contre la pauvreté », vont s'atteler à préparer le Sommet sur les OMD qui se déroulera en septembre prochain au siège de l'ONU à New York.

L'objectif est de « générer une volonté politique et de mobiliser un mouvement global pour atteindre les OMD », a dit le Secrétaire général à l'occasion du lancement du rapport.

Les membres du Groupe travailleront chacun sur un ou plusieurs objectifs :

Muhammad Yunus du Bangladesh, Prix Nobel de la Paix s'attèlera particulièrement à travailler sur l'OMD n°8: « mettre en place un partenariat pour le développement ».

Michelle Bachelet, ancienne Présidente du Chili, Stine Bosse, du Danemark, Présidente de l'ONG Bornefonden, et Graca Matchel du Mozambique, ancienne Première Dame, travailleront sur l'objectif n°3 : « Promouvoir l'égalité des sexes et

l'autonomisation des femmes ».

Philippe Douste-Blazy, de France, Conseiller spécial de l'ONU sur les financements innovants pour le développement, et Bill Gates, des Etats-Unis, Président de Microsoft, s'attèleront à travailler sur les OMD 4,5 et 6 : réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle et combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.

Wangari Maathai, du Kenya, Prix Nobel de la Paix, et Jan Eliasson, de Suède, ancien Président de l'Assemblée générale de l'ONU, se focaliseront sur l'Objectif n°7 : « Préserver l'environnement ».

Dho Young Shim, de République de Corée, Président de la Fondation pour un tourisme durable et l'élimination de la pauvreté, et la Cheikha Mozah Bint Nasser du Qatar, présidente de la Fondation pour l'éducation, la science et le développement communautaire, se préoccupent de l'OMD n°2 : « Assurer l'éducation primaire pour tous ».

Julio Frenk du Mexique, ancien Ministre de la santé, mettra ses compétences au service de l'Objectif n°4.

Akin Adesina du Nigeria, Vice-président de l'Alliance pour la révolution verte en Afrique travaillera sur l'OMD n°1.

Ray Chambers, des Etats-Unis, Envoyé spécial de l'ONU pour le paludisme s'attèlera à travailler sur l'OMD n°6.

Jeffrey Sachs, des Etats-Unis, Conseiller spécial de l'ONU pour les OMD, et l'Américain Ted Turner, Président de l'entreprise Turner, mettront leurs compétences au profit de l'ensemble des OMD.

ONU DC : nouvelles drogues, nouveaux marchés dans le monde



23 juin - La consommation de drogue se stabilise dans les pays développés mais augmente dans les pays en développement, et les produits traditionnels – héroïne, opium, cocaïne- tendent à être remplacés par des stimulants de type amphétamine (STA) et des médicaments délivrés sur ordonnance, selon un rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONU DC) publié mercredi.

Premier constat du Rapport annuel 2010 de l'ONU DC, l'offre mondiale des deux principales drogues –opiacés et cocaïne- est en déclin. La culture mondiale d'opium a diminué de 23% en deux ans et la baisse devrait s'accélérer encore cette année. Quant à la culture de la coca, qui a déjà chuté de 28% pendant la dernière décennie, elle continue à décliner, entraînant avec elle la baisse de la production de cocaïne qui a diminué de 12 à 18 % ces deux dernières années.

L'héroïne connaît la même tendance. Au niveau mondial, la production a diminué de 13% en 2009 pour atteindre 657 tonnes, ce qui reflète, selon le rapport, une baisse de la culture de l'opium chez les deux principaux producteurs : Afghanistan et Myanmar. Cette baisse est toutefois à attribuer au stockage des productions antérieures, selon l'ONU DC, qui estime que 12.000 tonnes d'opium sont stockées en Afghanistan, assez pour répondre à la demande mondiale pendant deux ans et demi.

Le marché mondial de l'héroïne, estimé à 55 milliards de dollars, se concentre essentiellement en Afghanistan (qui assure 90% de l'offre), en Russie, en Iran et en Europe de l'Ouest, qui consomment ensemble la moitié de l'héroïne mondiale.

Concernant la cocaïne, sa consommation continue de baisser aux Etats Unis. Après avoir perdu deux tiers de sa valeur dans les années 1990, le marché américain en a encore diminué d'un quart au cours de la dernière décennie.

« C'est l'une des raisons de la violence observée aujourd'hui au Mexique où les narcotrafiquants se disputent un marché en train de couler. Ces guerres internes sont une bénédiction pour les Etats Unis, car l'assèchement du marché se traduit par des taux de dépendance en baisse, des prix plus élevés et une cocaïne moins pure », a expliqué le Directeur exécutif de l'ONU DC, Antonio Maria Costa, lors de la présentation du rapport.

Conséquence de cet affaiblissement du marché nord américain, les narcotrafiants se sont tournés vers d'autres régions, en premier lieu l'Europe, où le nombre de consommateurs de cocaïne est passé de 2 millions en 1998, à 4,1 millions en 2008. Fin 2008, le marché européen représentait par conséquent 34 milliards de dollars, presque autant que le marché américain estimé à 37 milliards de dollars.

Ces bouleversements géographiques de la consommation de cocaïne se sont traduits par l'émergence de nouvelles routes pour le trafic, la plus importante étant désormais celle qui va des pays de la Cordillère des Andes, en Amérique du sud, à ceux de l'Union européenne, en passant par l'Atlantique et les pays d'Afrique de l'Ouest. Conséquence directe selon le rapport : une instabilité grandissante dans les pays en développement où les recettes du trafic servent la corruption des élites.

« Ceux qui sniffent de la cocaïne en Europe sont en train de tuer les forêts des pays andins et de corrompre les dirigeants ouest africain », a résumé Antonio Maria Costa.

Troisième type de drogue sur lequel l'ONUDC s'est penché : les stimulants de type amphétamine (STA). Leur consommation explose, selon le rapport, qui estime à 30-40 millions le nombre de consommateurs, plus que ceux d'opiacés et de cocaïne réunis. Principale raison de la flambée de ces drogues, leur mode de production : les laboratoires sont situés à proximité des marchés. L'acheminement des produits est d'abord plus simple et moins exposé, plus difficile donc à intercepter. La production est ensuite plus flexible, plus adaptée aux attentes du marché local.

« On ne résoudra pas le problème de la drogue si on déplace la dépendance d'une drogue à une autre », a souligné Antonio Maria Costa, ajoutant que le nombre de laboratoires clandestins découverts en 2008 avait augmenté de 20%, dont beaucoup dans des pays où la consommation de STA est nouvelle et en forte croissance, comme le Moyen-Orient et l'Asie.

Le rapport de l'ONUDC fait enfin le point sur la consommation de cannabis, la plus répandue dans le monde avec près de 130 à 190 millions de consommateurs. Il met en avant la croissance soutenue de la production en intérieur en Amérique du Nord et en Europe et celle en extérieur du Maroc et surtout de l'Afghanistan, devenu premier producteur mondial en quelques années.

Après avoir dressé ce tableau de la production et de la consommation mondiale de drogues, l'ONUDC tire plusieurs conclusions, notamment le manque de traitements mis à la disposition des toxicomanes dans le monde. « Pendant que les gens riches, dans les pays riches, peuvent se payer des traitements, les populations pauvres et les pays pauvres n'ont pas les moyens de faire face aux conséquences sanitaires de la consommation de drogue », a expliqué Antonio Maria Costa. Rappelant qu'en 2008, un cinquième des toxicomanes a reçu un traitement et que 20 millions d'entre eux n'y ont pas eu accès, il a estimé qu'il était « temps de mettre en place un accès universel aux traitements ».

Pour le chef de l'ONUDC, la réponse à la toxicomanie n'est par ailleurs ni la prison, ni la peine capitale, mais un suivi médical.

En ce qui concerne les pays en développement, le rapport de l'ONUDC met en garde ces pays contre les risques auxquels ils s'exposent : criminalité, corruption, instabilité politique, problèmes sociaux et sanitaires majeurs, sans moyens adéquats pour y répondre. Il cite notamment les exemples de la flambée de la consommation d'héroïne en Afrique de l'Est, de cocaïne en Afrique de l'Ouest et de STA au Moyen-Orient.

En guise d'exemple, le rapport cite le Triangle nordique d'Amérique du Sud, où des pays comme le Honduras, le Guatemala et le Salvador sont confrontés à une violence quotidienne sans précédent, bien plus grave que celle observée au Mexique et qui attire pourtant le plus l'attention des médias.

En conclusion, le rapport recommande de renforcer le développement des pays pour réduire leur vulnérabilité à la criminalité, la coopération entre les pays pour identifier et démanteler les réseaux internationaux. « Si nous ne gérons pas efficacement la menace posée par les organisations criminelles, nos sociétés seront prises en otage et le contrôle des drogues sera remis en cause », a insisté Antonio Maria Costa, avant de demander que soient mises en œuvre les conventions de l'ONU sur les drogues et pris au sérieux les traitements médicaux et la prévention.

John Holmes tire la sonnette d'alarme concernant la famine au Niger



Le Niger est confronté à une grave crise alimentaire.

23 juin - Les fonds récoltés pour faire face à la famine qui se profile au Niger sont insuffisants, s'est inquiété mercredi le Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les affaires humanitaires, John Holmes.

« Nous n'avons récolté que 46% de ce que nous avons demandé et nous appelons les donateurs internationaux à répondre à l'urgence et à reconnaître l'ampleur de la situation, à reconnaître que nous pouvons éviter une catastrophe mais seulement si nous agissons rapidement tôt », a déclaré M. Holmes.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), près de la moitié de la population nigérienne, soit environ 7,1 millions d'habitants, est dans une situation d'insécurité alimentaire.

Le manque de pluies l'an dernier s'est traduit par une baisse de 30% de la production céréalière au Niger, tandis que la production fourragère est inférieure de 62% par rapport à 2008. Selon la FAO, les prix demeurent plus élevés que la normale, malgré un recul depuis la crise alimentaire de 2008.

« C'est mieux d'investir maintenant et rapidement dans l'agriculture. Je pense qu'il y a un consensus au sein de la communauté internationale », a dit John Holmes en précisant qu'avec des fonds suffisants, les agences de l'ONU et les organisations non-gouvernementales (ONG) sont mieux préparées qu'avant la tragique famine de 2005.

« Je pense que nous, les agences de l'ONU et les ONG, avons les capacités nécessaires sur le terrain, nous avons un réseau de centres de réhabilitations nutritionnelles créés depuis 2005 », a-t-il ajouté.

Selon la FAO, la situation alimentaire est extrêmement préoccupante dans certaines parties du Sahel, où plus de 10 millions de personnes sont dans une situation d'insécurité alimentaire.

Devenir citoyen ambassadeur de l'ONU en postant une vidéo sur YouTube



23 juin - A deux mois du Sommet sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) organisé à New York, en septembre, le Département de l'information de l'ONU a lancé mercredi une campagne intitulée « Citoyens ambassadeurs auprès des Nations Unies » et destinée à encourager les citoyens de la planète à montrer, via des vidéos postées sur le canal de l'ONU sur YouTube, ce que représentent pour eux les OMD.



Cette campagne, qui va durer jusqu'au 23 août, reflète la volonté du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, d'utiliser les réseaux sociaux sur internet pour amener les nouvelles générations à faire entendre leurs voix auprès des dirigeants du monde entier.

Pour le lancement de cette initiative, des vidéos montrant Ban Ki-moon et les Ambassadeurs de bonne volonté du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le chanteur sénégalais Yousou N'Dour et la chanteuse béninoise Angélique Kidjo, ont été mis en ligne sur YouTube, partenaire du projet.

D'autres clips seront mis en ligne dans les prochaines semaines, avec des célébrités telles que les Messagers de l'ONU pour la paix, le musicien Stevie Wonder et la Princesse Haya de Jordanie, les Ambassadeurs de bonne volonté de l'UNICEF, Leo Messi et Jackie Chan, et celle du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Maria Sharapova.

L'année dernière, 400 vidéos avaient été postées par des internautes qui répondaient à la question suivante : « Si vous aviez l'occasion de parler avec les dirigeants du monde, que leur diriez-vous ? ».

Cette année, tout le monde est invité à dire en image ce que les Objectifs du millénaire pour le développement représentent, dans sa vie personnelle, dans son entourage ou dans son pays.

Cette campagne doit soutenir les efforts pour la réalisation d'ici à 2015, des huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), définis par les Etats Membres de l'ONU réunis à New York en 2000 : réduire de moitié l'extrême pauvreté, assurer une éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre des maladies telles que le VIH/sida et le paludisme, préserver l'environnement et construire un partenariat mondial pour le développement.

Les vidéos mises en ligne sur YouTube seront ensuite diffusées pendant le Sommet sur les OMD en septembre et la 65ème Assemblée générale qui se déroulera en octobre. L'ONU choisira également les cinq meilleures et leurs auteurs seront désignés « Citoyens ambassadeurs » et invité au siège de l'ONU, pendant le Sommet des OMD de septembre.

L'ONU sur YouTube: <http://www.youtube.com/user/unitednations>

Le site officiel: <http://www.uncitizenambassadors.org>

Réunification de Chypre : nouvelles discussions sous l'égide de l'ONU à Nicosie



Un véhicule blindé de la Force des Nations Unies chargé du maintien de la paix à Chypre.

23 juin - Les dirigeants chypriotes turcs et grecs se sont retrouvés mercredi à Nicosie pour de nouvelles discussions sur la réunification de l'île méditerranéenne, axées cette fois sur les questions de propriétés foncières.

« Ils ont eu des entretiens francs et amicaux sur les problèmes de propriétés foncières. C'est ce que nous voulons voir, des discussions sur la substance des problèmes, c'est ce qu'attendent les Nations Unies », s'est félicité le Représentant spécial de l'ONU pour Chypre, Alexander Downer, au sortir de la réunion entre le Président chypriote grec, Demetris Christofias, et le nouveau dirigeant chypriote turc, Dervis Eroglu.

Les discussions entre les deux dirigeants, qui visent à régler les problèmes nés des confiscations de propriétés lors de la partition de l'île en juillet 1974, reprendront le 9 juillet, a indiqué Alexander Downer.

Lundi, à New York, lors d'une rencontre entre le Président grec, George Papandreou, et le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, ce dernier avait insisté sur la nécessité pour les deux dirigeants chypriotes de « profiter de la fenêtre d'opportunité politique qui se présente actuellement pour faire avancer les pourparlers sur la réunification ».

Ban Ki-moon avait aussi souligné l'importance du soutien de la Grèce au processus lancé par les Nations Unies en 2008, après que les dirigeants des deux communautés se soient engagés à travailler à la mise en place « d'une fédération bi-communale et bizonale basée sur l'égalité politique, comme définit dans les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ». Cette fédération comprendrait un gouvernement fédéral ayant la personnalité morale à l'international et deux Etats fédérés grecs et turcs totalement égaux.

Chypre est divisée depuis juillet 1974, quand la Turquie a envahi le nord de l'île à la suite d'un coup d'Etat fomenté par des nationalistes chypriotes grecs, soutenus par la Grèce et visant à rattacher le pays à la Grèce.

Journée de la fonction publique : Ban rend hommage aux fonctionnaires



L'ONU à New York

23 juin - A l'occasion de la Journée des Nations Unies pour la fonction publique, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rendu hommage mercredi aux fonctionnaires à travers le monde pour leur travail et a encouragé les jeunes à embrasser une carrière dans ce secteur.

« La fonction publique n'est pas toujours un choix de carrière facile à faire, mais il peut être très gratifiant pour les opportunités qu'elle offre d'être impliqué dans les réponses aux défis de notre temps », déclare M. Ban dans un message à l'occasion de cette journée.

« Alors que les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont de plus en plus complexes, du changement climatique à l'insécurité alimentaire en passant par la crise économique et financière, le monde a besoin plus que jamais de fonctionnaires qui soient créatifs et talentueux », ajoute-t-il.

Le Secrétaire général a insisté sur la nécessité de recruter dans la fonction publique des jeunes ambitieux qui veulent utiliser leurs compétences pour l'intérêt commun et pour aider le monde à vaincre la pauvreté, les maladies, l'illettrisme et l'inégalité entre les hommes et les femmes.

Créé en 2003 par le Conseil économique et social (ECOSOC), un Prix « Champion du Service public » a été remis cette année à 23 organismes publics, lors d'une cérémonie à Barcelone. Parmi eux, une initiative indienne permettant au public d'obtenir satisfaction en alertant directement le ministre de tutelle et un programme italien facilitant l'implication active des élèves du secondaire et de leurs professeurs au processus de prise de décisions des assemblées locales.

Plus de téléphones portables dans les pays en développement que dans les pays développés



23 juin - Près de deux milliards de nouveaux téléphones portables ont été mis en circulation à travers le monde entre 2006 et 2009, dont la majorité dans les pays en développement, a indiqué l'Union internationale des télécommunications (UIT), qui constate également une diminution du nombre des lignes fixe de téléphone.

Selon les statistiques de l'UIT, environ 1,6 milliard de lignes de téléphone portable ont été ouvertes dans des pays en développement ces trois dernières années, contre 300 millions dans les pays développés. Conséquence, dans la plupart des pays en développement, plus de la moitié des ménages ruraux ont désormais un téléphone portable. En Chine et en Inde, les deux pays les plus peuplés de la planète, 90% des villages sont maintenant couverts par des réseaux de téléphonie mobile.

Les études de l'agence de l'ONU montrent que 4,6 milliards de téléphones portables sont aujourd'hui en service dans le monde, contre 2,7 milliards fin 2006. Alors qu'il y a quatre ans, les ressortissants des pays développés étaient majoritairement propriétaires d'un téléphone portable, la tendance s'était inversée en 2010, avec les trois quarts des portables en circulation entre les mains d'habitants de pays en développement.

Selon l'UIT, cette augmentation sans précédent de la téléphonie mobile s'est traduite par une baisse drastique du nombre de lignes de téléphone fixe. Il y en avait 57 millions en moins entre 2006 et 2009.

Les statistiques de l'Union internationale des télécommunications rendue public permettent aussi de dresser un tableau de la connectivité à Internet. Près de deux tiers des personnes vivant dans des pays développés disposent aujourd'hui d'une connexion Internet, alors que 4/5ème des habitants des pays en développement n'ont pas accès au web.

Ce décalage explique entre autre que la croissance d'internet soit désormais alimentée par les pays en développement. Sur les 777 millions de nouvelles connections enregistrées entre 2006 et 2009, 600 millions l'ont été dans les pays en développement, 177 millions dans les pays développés. Fin 2008, il y avait plus d'utilisateurs d'Internet dans les pays en développement que dans les pays développés.

L'Union internationale des télécommunications est la plus ancienne organisation internationale technique de coordination (1865) et a été rattachée directement aux Nations unies en 1947. Cette agence de l'ONU, au sein de laquelle les États et le secteur privé se coordonnent, est chargée de la réglementation et de la planification des télécommunications dans le monde. Elle établit les normes de ce secteur et diffuse toutes les informations techniques nécessaires pour permettre l'exploitation des services mondiaux de télécommunications.

La mortalité maternelle et infantile ne diminue pas assez



23 juin - Parmi les huit Objectifs du Millénaire pour développement (OMD) à réaliser d'ici à 2015, la santé maternelle et infantile est le domaine qui progresse le moins, pointe le Rapport annuel sur les OMD publié mercredi.

« Depuis trop longtemps la santé maternelle et infantile est le dernier wagon du train des OMD », a déploré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

Selon le rapport, la mortalité des enfants de moins de cinq ans est passée de 100 pour 1.000 en 1990 à 72 pour 1.000 en 2008 ce qui représente une diminution de 28%. Cependant, les progrès ne sont pas suffisants pour atteindre l'OMD n°4 qui prévoit de « réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans ».

Concernant la santé maternelle, le taux de réduction de la mortalité des mères est loin des 5,5% nécessaires pour atteindre les OMD.

Chaque année des centaines de milliers de femmes et de jeunes filles meurent pendant leur grossesse ou au moment de l'accouchement et entre 10 et 15 millions souffrent de maladies ou de handicaps causés par des complications. Le rapport indique que 99% de ces femmes vivent dans les pays en développement.

« Nous savons que la santé maternelle peut être le moteur du développement », explique Ban Ki-moon dans le document en soulignant que les femmes sont des vecteurs de progrès des sociétés.

Au mois d'avril dernier, le Secrétaire général avait appelé la communauté internationale à définir de nouveaux « mécanismes de financements peuvent être mieux utilisés pour les femmes et les enfants » et à préparer le prochain Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le développement en septembre prochain.

Le plan d'action doit être « innovant » et « offrir une plateforme pour de nouveaux engagements » avait dit M. Ban. « L'heure tourne », avait-il conclu.

La délégation du Conseil de sécurité poursuit sa visite en Afghanistan



Une Afghane votant aux élections provinciales dans la province de Balkh.

23 juin - Alors que le Conseil de sécurité se retrouvera à la fin du mois au siège de l'ONU à New York, pour une réunion sur l'Afghanistan, des représentants de ses 15 membres sont en visite dans le pays pour évaluer la situation sur le terrain, à trois mois des premières élections législatives organisées par les autorités, sans l'aide de la communauté internationale.

Arrivés le week-end dernier à Kaboul, les membres de la délégation du Conseil de sécurité, emmenée par l'Ambassadeur de Turquie auprès de l'ONU, Ertugrul Apakan, ont poursuivi leurs entretiens avec des officiels afghans et étrangers mercredi, à Kaboul.

Ils ont notamment rencontré les ministres des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Intérieur, des Finances, de la Paix et de la Réintégration, de l'Education, de l'Agriculture, de la Santé publique et des Affaires sociales. Ils se sont également entretenus avec le Représentant spécial de l'Union européenne dans le pays, Vygaudas Uackas, et les Président et membres de la Commission électorale indépendante et de la Commission des plaintes électorales.

Conformément à la loi électorale afghane, ces deux organes superviseront les élections législatives de septembre prochain, dont elles ont récemment publié la liste des candidats. Initialement, 2590 personnes souhaitaient se présenter, mais le Comité de contrôle des candidatures, composé de membres du ministère de l'Intérieur, de celui de la Défense et de la Direction nationale de la sécurité, en a refusé 13 au motif qu'ils avaient des liens avec des groupes armés.

Revenant mercredi sur ce processus de contrôle des candidatures, le Représentant spécial de l'ONU en Afghanistan, Staffan de Mistura, a estimé que le travail du Comité « n'avait pas produit les résultats escomptés ». « Le Comité de contrôle aurait pu faire un travail plus précis et à ce stade, nous sommes déçus », a-t-il expliqué, ajoutant que les Afghans auraient finalement « le dernier mot, par leur vote ».

Jeudi, les membres de la délégation du Conseil de sécurité quitteront Kaboul pour une région voisine encore tenue secrète pour des questions de sécurité. De retour dans la capitale dans la journée, ils tiendront une conférence de presse avant de rentrer à New York.

Violences au Kirghizistan : malgré le calme relatif, l'ONU reste inquiète



De l'aide de l'UNICEF pour des réfugiés ouzbèkes ayant fui les violences ethniques au Kirghizistan.

23 juin - Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) était encore préoccupé mercredi par la situation au sud du Kirghizistan, en dépit d'un calme relatif qui régnait dans cette partie du pays et dans les deux principales villes de la région, Och et Jalalabad.

Le Bureau a dit espérer que ce calme perdure et appelé au lancement rapide d'un processus de réconciliation pour éviter qu'une crise plus vaste et plus profonde ne survienne dans le futur.

Environ 400.000 personnes ont fui les affrontements interethniques qui ont commencé le 10 juin dans la ville d'Och. 300.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du Kirghizistan, tandis 100.000 autres se sont réfugiées en Ouzbékistan.

OCHA a également indiqué que son centre installé à Och était désormais pleinement opérationnel et que les distributions d'aides, dans les zones où sont concentrées les populations les plus touchées, étaient en cours.

Le Bureau de coordination humanitaire a toutefois indiqué que les grandes organisations humanitaires internationales présentes sur le terrain, à l'exception du Comité international de la Croix Rouge (CICR), n'avaient pas atteint le niveau de distribution d'aide et de matériel que la situation nécessitait, en raison de l'insécurité persistante.

OCHA a par ailleurs appelé une nouvelle fois à la fin des violences et à la protection des civils menacés, en particulier à la lumière des rapports faisant état d'attaques discriminatoires, incluant des destructions de propriété, des viols, des violences physiques ayant entraîné des blessures ou la mort de personnes issues de minorités.

La semaine dernière, l'ONU avait lancé un appel de fonds d'urgence de 71 millions de dollars pour l'aide aux 300.000 déplacés internes au Kirghizistan. Un appel similaire pour les réfugiés en Ouzbékistan devrait être lancé au cours de la semaine.

Produits alimentaires : il faut réguler pour lutter contre la spéculation



23 juin - Une certaine régulation des marchés à terme des produits alimentaires de base est souhaitable, estime l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), mais toute intervention devra être prudente et se garder d'imposer des limites strictes ou une interdiction formelle sur ces transactions.

Dans une note de synthèse publiée mercredi, la FAO souligne que la flambée mondiale des prix alimentaires il y a deux ans « pourrait avoir été amplifiée par la spéculation sur les marchés. Néanmoins, la limitation - ou l'interdiction - des transactions spéculatives pourrait faire plus de mal que de bien ».

Si la spéculation à terme semble avoir affecté les prix à court terme, les efforts de réduction de la spéculation pourraient avoir des conséquences involontaires à plus long terme, indique le document.

Toute limitation pourrait « détourner les spéculateurs des transactions et réduire de ce fait les liquidités des marchés disponibles pour garantir la couverture des risques ».

Les contrats à terme comportent l'obligation formelle de vendre ou d'acheter une certaine quantité de produit à un prix et à une échéance fixés à l'avance. Ils offrent ainsi aux agriculteurs et aux négociants un moyen important de se protéger ("hedge") contre les risques de fluctuations des prix.

Toutefois, seulement 2% des contrats à terme aboutissent effectivement à la livraison de la denrée matérielle, car ils sont généralement négociés avant leur date d'expiration. Ainsi, ces contrats, ou obligations, attirent un nombre croissant de spéculateurs financiers et investisseurs, dans la mesure où ils offrent une rentabilité attrayante par rapport aux actions et aux obligations.

Les grands fonds spécialisés dans les contrats sur marchandises détiennent désormais environ 25-35% de tous les contrats agricoles et sont devenus une source importante de liquidités pour le marché.

Mais en cas d'envolée des prix, les mécanismes d'intervention sur les marchés à terme pourraient détourner les spéculateurs des négociations et réduire les liquidités disponibles afin de garantir la couverture des risques.

En conséquence, « les propositions de création d'un fonds international d'intervention face aux hausses de prix pourraient donc ne pas être la meilleure solution », met en garde la note de synthèse. « Qui plus est, un fonds de ce genre exigerait des ressources exorbitantes pour lutter efficacement contre la spéculation ».

Au lieu de cela, des mesures de régulation devraient viser essentiellement à améliorer la confiance dans le bon

fonctionnement du marché, notamment en renforçant la transparence et la quantité d'informations disponibles sur les négociations, ou en enquêtant de près sur les comportements suspects des opérateurs, comme le pratique déjà l'organe de tutelle du marché des États-Unis.